

Revue de presse du 17 décembre 2011 au 17 janvier 2012 : Pour cette rentrée scolaire, voici la première revue de presse de l'année 2012. Nous portons à votre attention, pour la droite, le premier livre d'Éric Duhaime, tandis que la réforme de la gouvernance de l'Université Laval pose toujours des problèmes éthiques, politiques et administratifs. Il y a aussi quelques textes humoristiques, les menaces de grèves et deux bilans-perspectives sur l'éducation

17 janvier 2012

Football collégial: les équipes font le plein de talent

Jean-François Tardif, Le Soleil

(Québec) C'est le temps des premières récoltes dans la Ligue de football collégial du Réseau du sport étudiant du Québec. Depuis dimanche, les équipes peuvent faire signer des lettres d'intention aux candidats intéressés à évoluer avec elles. Et déjà, les Élans de Garneau, les Faucons de Lévis-Lauzon et le Notre-Dame de Notre-Dame-de-Foy, de la première division, ont fait le plein de joueurs talentueux.

«À date, c'est bien parti», a expliqué Jean-François Bergeron, l'entraîneur-chef des Élans. Neuf joueurs ont déjà confirmé qu'ils se joindraient à notre équipe. Il y a bien des gars qui nous avaient indiqué qu'ils voulaient jouer chez nous, mais nous attendions que leur venue soit officielle pour l'annoncer. De plus, j'attends la réponse d'un autre footballeur en soirée [hier] et d'autres gars qui sont présentement en réflexion. Nous devrions donc annoncer la venue d'autres joueurs prochainement.»

Bergeron a indiqué qu'il avait déjà comblé ses besoins les plus pressants aux postes de quart-arrière et de porteur de ballon. Il a expliqué qu'il cherchait aussi à s'assurer des services de quatre ou cinq joueurs de ligne offensive et que déjà, il en avait recruté deux. «Mais il y a encore de la place pour au moins trois autres. Et nous avons des besoins au niveau de la ligne défensive et des secondeurs. Mais en général, nous tentons de recruter des footballeurs à toutes les positions. Et nous visons toujours les tops. D'ailleurs, parmi les jeunes que nous avons recrutés, certains devraient déloger des vétérans.»

Récolte abondante

Au Cégep de Lévis-Lauzon, la première récolte de la formation en tant qu'équipe de première division a été abondante et prometteuse. L'entraîneur-chef Richard Savoie a annoncé que 11 joueurs avaient déjà officialisé leur venue avec les Faucons.

«On a plusieurs gros noms qui se sont ajoutés à notre club et nous sommes bien heureux de notre recrutement jusqu'ici, a indiqué l'entraîneur-chef. Et il y a plusieurs gars qui sont sur le bord de confirmer qu'ils vont se joindre à notre formation.»

Savoie a reconnu que l'accession de son équipe en première division lui avait donné plus d'atouts dans son recrutement. Il a indiqué que le temps était fini où des joueurs intéressés à se joindre aux Faucons optaient finalement pour une équipe de la première division à cause de l'occasion que celle-ci leur offrait de jouer avec les meilleurs.

«La compétition au niveau du recrutement demeure féroce, mais on ne part plus avec une prise contre nous. On se bat à forces égales avec les autres équipes. Je pense que c'est la petite chose qui nous manquait pour avoir les gros joueurs de la Rive-Sud et même quelques-uns de la Rive-Nord. Nous avons un argument que nous n'avions pas par les années passées.»

Du côté du Notre-Dame, la situation est un peu différente puisque le CNDF ne fait pas signer de lettre d'intention aux footballeurs intéressés à défendre ses couleurs. L'entraîneur-chef Marc-André Dion a quand même indiqué qu'il avait fait quelques prises intéressantes.

«La date limite pour accueillir de nouveaux joueurs est le 15 juin, a expliqué Dion. Nous visons recruter entre 20 et 30 joueurs cette année. Et au cours des prochaines semaines, nous devrions être en mesure d'annoncer plusieurs noms.»

L'État contre les jeunes

Éric Duhaimem, édition VLB

Les baby-boomers ont perpétré un véritable hold-up générationnel : ils ont sans cesse augmenté la taille de l'État québécois pour profiter de ses largesses en confisquant aux

plus jeunes leur part de la richesse collective. Or, à l'heure où toutes nos institutions vacillent, ils atteignent l'âge de la retraite et menacent de porter le coup de grâce au système. Il est donc urgent de réformer l'État-providence en le soumettant à un régime draconien.

Que l'on partage ou non son diagnostic, Éric Duhaime met en lumière des réalités démographiques, économiques et politiques que l'on ne saurait balayer du revers de la main. Il offre dans ce premier essai une vision globale de sa réflexion, qui devrait intéresser ses partisans autant que ses critiques. Polémiste coloré et convaincu, Éric Duhaime défend les idées d'une droite politique très attachée aux libertés individuelles, celle que les Américains appellent « libertarienne ».Après plusieurs années passées dans les officines de la Chambre des communes et de l'Assemblée nationale, il est maintenant chroniqueur dans les grands médias du Québec et du Canada anglais.

16 janvier 2012

Les services secrets s'invitent dans les universités

Fabrice de Pierrebourg, La Presse

L'Université Laval a trouvé un commanditaire inattendu et peu commun pour financer un symposium sur le terrorisme qui a eu lieu en septembre dernier à Québec: les services secrets canadiens.

Le SCRS figure en effet sur la liste des agences gouvernementales (Défense nationale, Affaires étrangères, ministères québécois de la Sécurité publique et des Relations internationales) qui ont contribué financièrement à l'organisation de la «Conférence sur les relations nord-américaines en matière de sécurité, 10 ans après le 11-Septembre».

Le logo du consulat général des États-Unis à Québec figure aussi sur le programme.

Dans une note «confidentielle» adressée le 12 mai 2011 par quatre directeurs du service, dont celui de la division du renseignement, à leur grand patron Richard B. Fadden, il est en effet recommandé de «supporter financièrement cet événement».

«Un public cible»

Les auteurs de la note, obtenue par La Presse en vertu de la Loi d'accès sur l'information et partiellement caviardée, précisent que le «public cible» comprend des étudiants et des universitaires ainsi que des médias, dont des représentants de «CBC/Radio-Canada» et de la «presse locale».

Cette aide financière a été puisée à même le budget du nouveau «programme de liaison-recherche» institué par le SCRS en 2008. «Le Service cherche à établir des liens plus dynamiques avec les universitaires afin de pouvoir échanger sur diverses questions liées à son mandat et de les aider à mieux comprendre les priorités du gouvernement en matière de renseignement», lit-on dans le dernier rapport annuel du service.

Les universités apparaissent surtout comme un vivier intéressant pour le service de renseignement. «Nos recruteurs se rendent sur les campus canadiens plus de 50 fois par année pour essayer de convaincre de brillants jeunes gens de faire carrière au SCRS», a déclaré en 2009 Jim Judd, ex-directeur du service et instigateur de ce «rapprochement», déjà entré dans les moeurs aux États-Unis, par exemple.

«L'équipe du programme de liaison-recherche participe, au Canada et à l'étranger, à un grand nombre d'ateliers, de conférences et de symposiums liés à des questions de sécurité nationale qui pourraient avoir une incidence sur la sécurité du Canada, précise Tahera Mufti, porte-parole du service de renseignement. Le SCRS transmet une partie de ses connaissances et de ses intérêts, ce qui peut aider les spécialistes - politologues, historiens et psychologues - à trouver de nouvelles pistes de recherche». Certains universitaires sont aussi invités à prononcer des conférences au quartier général du SCRS à Ottawa.

Mais le budget alloué à ces opérations demeure secret.

Financement secret

Joint par La Presse, le professeur de sciences politiques Jonathan Paquin, coorganisateur du symposium, explique que cette participation du SCRS, qu'il a lui-même sollicitée, était la première.

Il reconnaît que les agences gouvernementales, tel le SCRS, «ont un intérêt» à soutenir les manifestations de ce genre, mais il affirme qu'il n'a pas le choix d'accepter ce

financement «parce que les universités ne roulent pas sur l'or». Sans ce soutien financier, ajoute-t-il, il n'aurait pu faire venir 16 universitaires provenant du Canada, des États-Unis, du Mexique et de France.

Combien le SCRS lui a-t-il versé? «Moins de 10 000\$», répond l'universitaire. Les espions canadiens n'avaient aucun stand de recrutement et avaient seulement délégué une personne qui assistait aux ateliers.

Jonathan Paquin est conscient du fait que, dans son milieu, toute intrusion d'agence gouvernementale, a fortiori des services secrets, suscite malaise et questions d'éthique chez certains professeurs et étudiants. Certains se rappelleront les infiltrations réalisées par le service de renseignement de la GRC, ancêtre du SCRS, durant la guerre froide et peuvent craindre encore le recrutement de taupes. «Les services secrets ont mauvaise réputation, c'est vrai, déplore M. Paquin. Mais le SCRS, ce n'est pas la CIA des années 50 ou 60. Il faut faire la part des choses. Ce qui importe, pour moi, c'est de maintenir la liberté d'expression. Si je peux créer des partenariats avec ces agences ou tout autre partenaire, tant qu'il n'y a aucun effet néfaste sur ma formation et mes étudiants, et en prenant bien soin de procéder dans les règles de l'art, je ne vois pas de problème si cela nous permet de réunir des gens qui ont des choses intéressantes à dire.»

Il ajoute au passage que ce type de partenariat n'a rien à voir à ses yeux avec ceux des laboratoires pharmaceutiques avec certains universitaires.

- Avec la collaboration de William Leclerc

13 janvier 2012

Divorce entre la TELUQ et l'UQAM

La Télé-Université redevient une école supérieure autonome

Robert Dutrisac, Le Devoir

Québec — Après l'îlot Voyageur, une autre réalisation de l'ancien recteur de l'Université du Québec à Montréal, Roch Denis, est allée à vau-l'eau: le rattachement de la Télé-Université (TELUQ) à l'UQAM, intervenu en 2005, s'est soldé par un divorce.

Dans un décret publié dans la Gazette officielle mercredi, le gouvernement Charest, sous la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et des Sports, Line Beauchamp, annule la mainmise de l'UQAM sur la TELUQ pour redonner à celle-ci de nouvelles lettres patentes lui conférant son statut antérieur d'école supérieure et, ainsi, sa pleine autonomie au sein du réseau de l'Université du Québec (UQ).

«Ce projet-là est tombé à un bien mauvais moment de l'histoire de l'UQAM», a souligné, hier, le directeur général de la TELUQ, Raymond Duchesne. Alors que la TELUQ, dont le siège social est à Québec, est tombée dans le giron de l'UQAM, l'université montréalaise, ébranlée par le fiasco de l'îlot Voyageur, avait d'autres chats à fouetter que d'assurer le développement rapide du télé-enseignement, le but principal de l'union des deux établissements. «Le projet a peut-être manqué d'un peu de suivi et d'attention de la part de nos collègues de l'UQAM», a euphémisé le directeur général. La décision s'est prise «d'un commun accord», a-t-il précisé.

Un sentiment «partagé»

Le sentiment des professeurs de TELUQ est «partagé» devant ce changement, a indiqué le président du syndicat des professeures et des professeurs de la Télé-Université, Franck Jovanovic. D'une part, l'UQAM, vu sa taille, représentait un avantage pour développer des cours et pour la recherche. D'autre part, l'UQAM semblait s'orienter vers un enseignement à distance traditionnel alors que les nouveaux moyens de communication transforment la pratique, a-t-il fait valoir.

C'est en mars 2010 que le conseil de gestion de la TELUQ adoptait une résolution afin de réclamer de la ministre le divorce d'avec l'UQAM. En mai 2011, l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ recommandait à l'unanimité que la TELUQ redevienne une école supérieure. Après le décret publié hier, il doit s'écouler un peu plus de deux mois avant que l'établissement universitaire obtienne ce statut.

Devant les difficultés qui minaient l'union des deux établissements, le recteur Claude Corbo a commandé en 2008 un rapport à Pierre Brossard, qui recommandait l'intégration complète de la TELUQ dans l'UQAM. L'université a repris cette recommandation pour en faire sa position.

Un autre rapport, signé par Michel Gervais au début de 2010, recommandait au contraire que l'entité de télé-enseignement soit préservée et que l'UQAM en vienne à respecter les termes de l'entente originale. Comme l'UQAM a refusé de se conformer à cette recommandation, la TELUQ a demandé de recouvrer son ancien statut.

Le projet était bien ficelé, jugeait Michel Gervais mais il n'a abouti à rien, s'était-il étonné, «sauf à la frustration d'un des ses partenaires, au désintérêt de l'autre, et à l'exaspération de la ministre». «Je n'arrive pas à trouver d'autre explication principale [à cet échec] que dans cet incroyable traumatisme qu'a représenté pour l'Université du Québec à Montréal le dévoilement du désastre financier de l'îlot Voyageur et du Pavillon des sciences», écrivait Michel Gervais.

En 2002, le projet de Roch Denis, qui jouissait de l'appui du président de l'UQ à l'époque, Pierre Lucier, avait suscité de sérieuses réticences de la part du conseil d'administration de la TELUQ et de sa directrice générale d'alors, Anne Marrec, qui avait proposé une association d'égal à égal avec l'UQAM. Mais les deux parties signaient une entente quelques mois plus tard.

Une école autonome

1972: Lancement d'un projet expérimental de télé-université sur le modèle de l'Open University de Grande-Bretagne, quelques années après la fondation de l'Université du Québec.

1992: Émission des lettres patentes qui confèrent à la TELUQ le statut d'école supérieure avec la double mission de l'enseignement et de la recherche.

2002: Début des pourparlers avec le recteur de l'UQAM, Roch Denis, en vue d'un regroupement des deux établissements.

2005: Envoi des lettres patentes supplémentaires, ce qui consacre le regroupement.

2010: Le conseil de gestion de la TELUQ réclame de la ministre le divorce d'avec l'UQAM.

2012: Émission de nouvelles lettres patentes qui font de la TELUQ une école supérieure autonome.

Dotée d'un budget de 44 millions, TELUQ compte 18 000 étudiants dans les trois cycles universitaires, 70 professeurs et quelque 140 tuteurs et chargés de l'encadrement des étudiants, ainsi que 60 spécialistes de l'enseignement à distance.

12 janvier 2012

Financement politique : le ministre Weadick rappelle les universités albertaines à l'ordre

Le ministre de l'Éducation postsecondaire, Greg Weadick, a sermonné les universités et collèges pour les dons faits aux partis politiques.

radio-canada.ca

Il leur a demandé de respecter les règles d'Élections Alberta sur le financement politique.

Le ministre Weadick affirme que la loi est claire et que depuis sept ans les établissements postsecondaires ne peuvent plus faire de dons aux partis politiques.

En Alberta, il est illégal d'utiliser des fonds publics pour financer des partis politiques. Il est également interdit aux partis politiques de solliciter ou d'accepter de l'argent provenant de groupes financés par des fonds publics provinciaux ou fédéraux, comme les municipalités, les sociétés d'État, les institutions postsecondaires ou les communautés métisses.

Ce rappel à l'ordre survient après que le Parti Wildrose eut révélé mardi avoir la preuve que l'Université de Lethbridge avait versé plus de 15 000 \$ en dons au

Parti progressiste-conservateur.

Des documents obtenus par le Wildrose grâce à la Loi sur l'accès à l'information ont montré que la direction de l'université avait assisté à des activités de financement des conservateurs en 2004 et 2005.

Le chef du Wildrose, Paul Hinman, dénonce ce rappel à l'ordre du ministre. Il a déclaré que le Parti progressif-conservateur devait arrêter de blâmer les autres sur ses activités illégales de financement.

La direction générale des élections de l'Alberta a annoncé la semaine dernière qu'elle enquêtait sur 10 associations conservatrices pour des allégations de financement illégal du Parti progressiste-conservateur provincial par des organisations publiques, dont des municipalités.

Cette décision a été annoncée après que CBC/Radio-Canada eut révélé en octobre dernier que le directeur de la municipalité de St-Paul, au nord-est d'Edmonton, avait aidé à organiser un tournoi de golf en juin dernier pour amasser des fonds pour la campagne du député conservateur de la circonscription de Lac La Biche-St-Paul, Ray Danyluk.

M. Boisvert a également utilisé le système de courriel officiel de la Ville pour solliciter des votes lors de la course à la direction du Parti progressiste-conservateur provincial, dans le but d'aider Ray Danyluk à demeurer au Cabinet.

11 janvier 2012

L'université gouvernée à la manière d'une entreprise?

Thomas De Koninck et Luc Langlois, point de vue dans Le Soleil

L'Université Laval s'apprête à transformer sa gouvernance en y réduisant drastiquement la représentation des corps professoral et étudiant, pour y augmenter le nombre d'administrateurs externes peu familiers avec la communauté universitaire, et leur donner ainsi un pouvoir décisionnel accru. On voit mal les constructeurs d'un pont ou d'un barrage en confier la responsabilité à des personnes n'ayant pas la compétence requise. C'est pourtant l'équivalent qui est proposé, comme le fait remarquer, en citant d'autres exemples, le Mémoire du Syndicat des professeurs et professeures sur la gouvernance de l'Université Laval. Le projet de loi 38 sur la gouvernance des universités étant mort au feuillet et n'étant même plus «dans les cartons» du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, on est aussi en droit de se demander d'où viendrait l'urgence de modifier cette gouvernance à la veille d'une nouvelle course au rectorat, le

20 février prochain, et de s'étonner, comme le fait le Syndicat, de l'absence de données pertinentes et d'arguments à l'appui de ce projet.

Il faut savoir que le bilan de réformes similaires est désastreux, comme le rapportent huit ouvrages parus en 2011. Il suffit de lire le texte *Our Universities : Why Are they Failing?* qu'y consacre Anthony Grafton dans le *New York Review of Books* du 24 novembre 2011, p. 38-42. Ce sont le virus de la performance à courte vue et le mirage du financement privé qui motivent de telles orientations (cf. Vincent de Gaulejac, *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Paris, Seuil, 2009). Même de prestigieuses universités américaines comme Harvard, Princeton, Yale, Chicago en ont été victimes. La conséquence est un déséquilibre croissant, au détriment de la mission de l'université, défavorisant notamment les humanités et les sciences pures au profit de domaines plus «payants» (cf. David J. Frank et Jay Gabler, *Reconstructing the University : Worldwide Shifts in Academia in the 20th Century*, Stanford University, CA, 2006; voir en outre Patricia J. Gumpert, *Academic restructuring : Organizational change and institutional imperative*, in *Higher Education* 39: 57-91, 2000).

Il en résulte la marginalisation progressive d'immenses champs de l'expérience et de tous les discours en lesquels ceux-ci tentent de se dire, de s'expliquer et de se comprendre. Les humanités, par exemple, demeurent des domaines de controverses, leur référent ultime étant la condition humaine elle-même, leur raison d'être l'épanouissement de la pensée, de l'imagination et de l'affectivité dont dépend la liberté. La littérature, l'histoire, la philosophie, la théologie, les sciences politiques - pour ne citer qu'elles - engagent en profondeur les forces de l'imagination et du raisonnement; les étudiants y sont appelés à argumenter, de sorte qu'on y voit à quel degré la marque des autres est vitale dans l'éducation.

On ne saurait non plus ignorer la place considérable revenant aux sciences pures. Elles suivent des voies de plus en plus spécialisées, si bien que la science devient davantage encore aujourd'hui une oeuvre collective, l'affaire d'une communauté. Il faut la dimension d'une université ou de son équivalent, et le type de relations humaines qui la définit en

principe, pour que, sous les apparences d'une diversité insurmontable, puisse émerger la vie universelle du sens se construisant dans une approximation permanente.

Le mépris de ces exigences menace la démocratie, comme l'a mis en lumière Martha Nussbaum dans *Not for Profit : Why Democracy Needs the Humanities* (Princeton University Press, 2010). Un étudiant diplômé grâce à des habiletés techniques uniquement, sans avoir formé son jugement, n'a pas été éduqué et risque d'être un piètre citoyen. L'idéologie marchande fait accroire que le système démocratique est un produit secondaire du système de libre-échange, ce que démentent assez les lourdes crises économiques et politiques actuelles.

L'évolution des sociétés est déterminée par la culture avant tout, ainsi qu'en témoigne la restructuration de la vie sociale qu'opèrent les nouveaux pouvoirs de communication au niveau de l'action politique et des domaines scientifiques et commerciaux. Toute société dépend du bon jugement de ses membres que seule une culture responsable peut assurer. L'université est une communauté de partage entre penseurs, artistes, savants, réunissant jeunes et aînés dans la considération imaginative du savoir. Dans l'organisme social complexe du monde moderne, l'aventure de la vie et l'aventure intellectuelle vont de pair. C'est ce que la gouvernance de l'université doit refléter et respecter.

L'université est la «centrale d'énergie de la liberté» (Northrop Frye, *By Liberal Things*, Toronto, 1989, p. 18-19). Partout où l'on accepte la vision de l'artiste, le désintéressement, la distance du savant, la patience de l'enseignant, le questionnement des jeunes, l'université est à l'oeuvre dans le monde.

Or le projet soumis par l'actuelle administration de l'Université Laval va tout à fait à l'encontre de ces principes. Il contribuera à affaiblir le débat universitaire, tel qu'il a lieu dans les échanges entre les chercheurs, les professeurs, les administrateurs et les étudiants, dont le premier forum est le Conseil universitaire. Le modèle de gouvernance de l'Université Laval, on ne le sait peut-être pas, est l'un des plus démocratiques de toutes les universités en Amérique du Nord. Il repose sur les principes du bicaméralisme (un Conseil universitaire, de composition plurielle, à qui revient l'examen des principales

questions académiques, et un Conseil d'administration, première instance de la reddition de comptes), de l'élection, par un large collège électoral, du recteur (alors que dans plusieurs autres universités québécoises et canadiennes, le recteur est nommé par le Conseil d'administration). C'est ce modèle de la communauté des chercheurs, des professeurs, des étudiants, des chargés de cours et des administrateurs, définissant ensemble le bien commun hors de tout a priori corporatiste et idéologique, qu'il faut préserver pour que l'université demeure, au-delà de toutes les fausses façades de l'efficacité managériale, un authentique espace de liberté.

En un mot, une gouvernance réduisant l'université au statut d'une entreprise ne saurait être à la hauteur de ses responsabilités. L'université une fois minée de l'intérieur, qui pourra encore assumer cette mission?

Thomas De Koninck et Luc Langlois

Faculté de philosophie, Université Laval

11 janvier 2012

Les Élans du Collège F.-X.-Garneau optent pour la continuité

Olivier Boss, Le Soleil

(Québec) Avec Jean-François Bergeron comme nouvel entraîneur-chef de leur club de football, les Élans du Collège F.-X.-Garneau optent pour la continuité. Ce désir de stabilité entraîne un effet domino qui se répercute jusque chez le Rouge et Or de l'Université Laval.

Bergeron remplace Patrick Boies, pilote des Élans depuis six ans. Boies devient coordonnateur offensif des Redmen de l'Université McGill. Sa présence au sein d'une formation qui a perdu ses 21 derniers matchs n'inversera pas les forces du circuit universitaire québécois en un hiver.

Mais le recrutement des joueurs collégiaux francophones ne sera plus un monopole linguistique. Surtout pas ceux de Québec. Bergeron ne se rappelle même pas du nom du recruteur des Redmen qui faisait sa seule apparition sur le boulevard de l'Entente au terme d'un entraînement pluvieux, chaque mois d'octobre.

«Ils ont le désir de faire changer les choses», assure Boies, qui rencontre ce soir les autres entraîneurs de McGill. Nouveau pilote des Redmen, Clinton Uttley, avec qui Boies a joué en 1995 avec les Cougars du Collège Champlain de Lennoxville, l'avait contacté, l'an dernier.

Mais Boies ne sentait pas de volonté de changement chez les Redmen. Et sa blonde n'avait pas terminé sa résidence de médecine à Québec. Le temps a passé, madame termine en juillet. Les Redmen ont embauché Mickey Donovan comme coordonnateur défensif et l'organisation est encline à investir temps et argent pour relancer l'équipe.

«Ça reste un programme prestigieux et on a un beau produit à vendre. Je n'aurais pas accepté si je n'avais pas senti un désir de changer les choses», fait valoir celui qui a refusé un poste d'entraîneur de position chez les Carabins de Montréal, en décembre.

Ce début de changement pourrait venir de Québec et des Élans, avec la possibilité d' enrôler le porteur de ballon Luis-Andres Guimont-Mota et le quart-arrière Antoine Leduc, respectivement joueur par excellence et meilleur joueur offensif de la dernière saison en première division collégiale.

Deux joueurs qui «verraient du terrain» dès leur première campagne à McGill, affirme Boies. Deux joueurs d'impact qui feront leur marque dans les rangs universitaires au cours des cinq prochaines années. Deux joueurs très convoités par les cinq autres formations du circuit, au premier chef le Rouge et Or.

L'effet domino se fait sentir au niveau universitaire, mais aussi dans les rangs collégiaux. Le départ de Boies laissait aussi le poste de coordonnateur offensif des Élans vacant. Un emploi comblé par Nicolas Grenier, qui faisait le même boulot pour le

compte des Faucons du Cégep de Lévis-Lauzon depuis trois ans.

Cette migration de la Rive-Sud à la Rive-Nord coïncide avec la promotion des Faucons de la deuxième à la première division. Grenier affrontera donc ses anciens collègues et protégés plus tôt que tard.

Surtout si, comme le souhaitent les Élans, la ligue se divise en deux sections, Est et Ouest. Garneau, Lévis, Notre-Dame-de-Foy et Lennox seraient réunis dans une même division et s'affronteraient deux fois dans le calendrier régulier.

Frédéric Bernier, qui coachait les juvéniles du Collège de Lévis, prend la place de Grenier aux commandes de l'attaque des Faucons.

Pas de choc culturel

juste avant Noël. «Je n'ai pas pris une semaine pour y penser», sourit le principal intéressé. Il a quand même demandé au coordonnateur des sports du cégep, Éric Lavigne, et au directeur des affaires étudiantes, Mario Roy, de prendre, eux, 24 heures de plus pour bien jauger toutes les options.

C'est que Bergeron a le programme à coeur. Il fait partie du personnel d'entraîneurs depuis 12 ans et est lié à l'équipe depuis plus de 15 ans. À Montréal pendant quatre ans, il en profitait pour faire du dépistage pour le compte des Élans. «Ce ne sera pas un choc culturel. On passe le relais», résume Lavigne.

Sans «ouvrir le poste à l'externe», Lavigne admet avoir évalué d'autres avenues, allant jusqu'à contacter Jacques Tanguay pour s'enquérir de l'intérêt d'entraîneurs du Rouge et Or. Ex-entraîneur de hockey, Lavigne connaît Tanguay du temps où il dirigeait les Remparts de Québec, propriété de l'homme d'affaires.

«Vieux couple»

Coordonnateur des unités spéciales et recruteur adjoint, Bergeron formait «un vieux couple» avec Patrick Boies depuis huit ans, selon ses propres dires. «En 2006 [année de la nomination de Boies comme entraîneur-chef], on a donné un nouveau souffle au programme [des Élans]. On a remis le programme sur la carte», affirme le nouveau

pilote, qui avait alors été le seul entraîneur déjà en poste à suivre Boies.

Bergeron cède les unités spéciales à Philippe Boulanger, qui conseillait jusque-là les receveurs. L'offensive devient l'affaire du nouveau venu Nicolas Grenier. Seul entraîneur rémunéré à temps plein de l'équipe - il quitte une demi-tâche, à Lévis-Lauzon -, Grenier poursuivra avec l'attaque sans caucus implantée par Boies.

«C'était le but à atteindre dans ma carrière, arriver à gagner ma vie avec ça», se réjouit Grenier. Quand Bergeron l'a appelé, il venait d'abandonner la possibilité de diriger les Vulkins de Victoriaville, équipe collégiale de deuxième division. La grossesse à risque de sa conjointe l'a convaincu de demeurer à Québec.

«J'arrive avec la meilleure attaque collégiale au Québec, ça me met de la pression pas mal. Je ne vais pas tout changer du jour au lendemain. C'est comme si j'embarquais dans un train qui roule. À moi de m'asseoir dans le wagon et d'essayer de le faire rouler plus vite», illustre Grenier, qui collabore avec les Élans depuis la fin de saison 2008. C'est à ce moment que Garneau a gagné son premier Bol d'or de première division.

10 janvier 2012

Cégeps et universités

La menace d'une grève plane

Charles Lecavalier, Agence QMI

MONTRÉAL – La menace d'une grève générale illimitée dans les cégeps et les universités du Québec est de plus en plus tangible, certaines associations étudiantes souhaitant même déclencher un mouvement dès les premières semaines de classe.

L'objectif est d'empêcher la hausse graduelle des frais de scolarité de 325 \$ par année, jusqu'à concurrence de 1625 \$ sur cinq ans.

Depuis cet automne, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a augmenté ses effectifs de plus de 17 000 étudiants, dépassant ainsi les 60 000 membres.

« La Coalition large de l'ASSÉ, surnommée la CLASSE, n'est pas une coalition de discussion, mais une coalition de grève. Notre première mission est d'organiser, de

mobiliser et de diriger un mouvement de grève générale illimitée », annonce Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

« Tous ceux qui nous joignent savent très bien qu'on s'en va vers la grève et que nous ne ferons pas marche arrière, a-t-il indiqué. Nous souhaitons déclencher un mouvement général le plus rapidement possible. »

M. Nadeau-Dubois a souligné que l'organisation devrait tenir un congrès le 22 janvier et se donne comme objectif d'accueillir plus d'associations étudiantes universitaires et collégiales à ce moment.

Un printemps chaud

Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ – 125 000 membres) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ – 80 000 membres), le discours est tout aussi militant. « L'automne a été chaud et le printemps sera bouillant », a soutenu Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

« La grève générale fait absolument partie des discussions stratégiques. Nous n'avons pas encore fait d'annonce officielle, mais c'est là où nous sommes rendus, a-t-il ajouté. On doit s'attendre à beaucoup d'action. »

La FEUQ a elle aussi soutenu que la grève générale illimitée est un moyen très fortement envisagé.

Les deux fédérations seront en congrès durant la fin de semaine du 20 janvier et annonceront officiellement leurs intentions à ce moment.

Près de 250 000 universitaires retournaient sur les bancs d'école lundi, alors que la majorité des quelque 150 000 cégépiens ne rentreront pas en classe avant le 23 janvier.

9 janvier 2012

Éducation - Le savoir-faire

Marie-André Choinard, Le Devoir

L'agitation qui reprend cette semaine dans les écoles, cégeps et universités a tout d'un ronron rassurant. Cette fébrilité soulage de l'impression contraire selon laquelle on pratique le sur-place en éducation, et ce, malgré les constats d'échec et les difficultés

maintes fois pointées. Pour 2012, qu'il ne suffisse plus de dire, mais enfin de savoir faire.

L'année dernière s'est terminée en éducation sur des notes dissonantes. Rien n'a sonné plus faux que cette décision de permettre à une petite fille de la maternelle de porter un casque antibruit la dispensant des mélodies entonnées dans sa classe, et ce, au nom de la religion de ses parents. Symptôme malheureux d'une société à l'identité déchirée et d'une gouverne pratiquée par des dirigeants confus, cette décision soutenue par Québec illustre trop bien la gestion à courte vue que nous n'espérons plus pour un secteur aussi crucial que celui de l'éducation.

Ils sont stimulants, les défis de l'école, pour autant qu'on s'y attaque sans être gagné par la morosité. Cap sur 2012.

Horizon politique

L'école est un des secteurs les plus vulnérables au manque de continuité observé dans les hautes sphères politiques. Si un changement d'enseignante peut perturber une classe en cours d'année, que dire de la ronde des titulaires au ministère de l'Éducation? Au sein d'une même formation politique, un changement de ministre est souvent néfaste. La ministre Line Beauchamp incarne une stabilité prometteuse, qui doit demeurer.

L'arrivée de l'ex-ministre de l'Éducation François Legault à la tête de la Coalition avenir Québec (CAQ) pourrait venir ébranler des assises. Son bouquet d'idées divulguées à la pièce au cours de la dernière année comportait une pièce maîtresse en éducation, sur la bonification des salaires des enseignants liée à une évaluation de leur travail, en plus de l'abolition des commissions scolaires. Le gouvernement libéral pourrait être tenté de réagir à la «menace» caquiste en y allant de ses propres recettes miracle. Les promesses électorales sont rarement le fruit d'une fructueuse analyse. Danger.

Horizon intellectuel

Le débat opposant les connaissances aux compétences reste toujours stérile, et on doute encore de la pratique efficace de la réforme dans nos écoles. Si au moins les résultats des élèves pouvaient constituer un calcul implacable des prouesses et échecs... Mais de cela aussi on peut douter, car le fouillis inextricable de l'évaluation liée à la réforme a rendu confuse la mesure de la réussite.

Le bulletin unique s'apparente à une tentative d'uniformiser le tout, mais il est destiné plutôt à rassurer les parents, avec un format connu, qu'à révolutionner la manière de faire. Les taux de décrochage sont encore en baisse, selon les indicateurs de l'éducation les plus récents, mais il n'y a pas matière à célébrations pompeuses. En français et en sciences, nos résultats demeurent préoccupants, et les garçons tirent toujours de l'arrière sans qu'on ait réussi à contrecarrer ce phénomène.

Horizon social

La mère de Marjorie Raymond, qui s'est enlevée la vie après un cycle insoutenable d'intimidation, a choisi de raconter son drame et celui de sa fille, espérant que l'onde de choc permettrait de changer cette culture du mépris, bien incrustée dans la société. Petit mais parfait microcosme de la société, l'école ne doit pas oublier cette histoire, car le réseau scolaire entier abrite d'autres Marjorie en ses murs. La banalisation est le pire danger de ces drames, dont les contours sont chaque fois uniques, malgré les apparences communes. Pour 2012, la prolifération du respect au sein des familles et, par ricochet, des écoles.

Horizon économique

Les soubresauts économiques n'épargnent pas l'éducation. Cette année, commissions scolaires et cégeps affronteront sans doute des compressions qui, selon leurs dires, finiront par affecter les services directs offerts aux jeunes. Côté universités, la lutte qui retiendra toute l'attention en 2012 risque d'être — encore — celle entourant les droits de scolarité, dont on ne doit pas se laisser même si la ritournelle est ultraconnue. Les représentants étudiants ont raison de mettre en opposition cette hausse que Québec

leur impose de manière drastique avec les affaires de gouvernance dans les universités. Espérons que l'indignation soit maintenue.

10 janvier 2012

Ce qui a retenu l'attention en 2011...

David Rémillard, Impact Campus

L'année 2012 se pointe le nez et voilà que 2011 se retrouve aux archives. Voici un petit coup d'œil subjectif des événements qui ont retenus l'attention en 2011 ici à l'Université Laval et à Québec.

Hausse des frais de scolarité :

2011 fut l'année de prise de conscience pour la majorité des étudiants contre la hausse des frais de scolarité de 1625\$ par année prévue pour septembre 2012. Activités de sensibilisation, campagnes d'informations et manifestations ont été au cœur de la lutte étudiante, qui a réussi à mobiliser des étudiants de partout au Québec et ce à trois reprises. Une première manifestation a servi de prélude, à Montréal, alors que 5000 des 63 000 étudiants en grève ont pris d'assaut les rues de Montréal. L'exercice de mobilisation le plus convaincant fut sans aucun doute le 10 novembre dernier, alors qu'entre 20 000 et 30 000 étudiants ont manifesté devant les bureaux de Jean Charest dans la métropole. Il ne fait aucun doute que la session d'hiver 2012 sera mouvementée, les grandes associations étudiantes n'ayant plus beaucoup de temps pour forcer la main du gouvernement qui semble inébranlable jusqu'à maintenant. Des votes de grève sont prévus dans certaines associations étudiantes advenant un refus de négocier par le gouvernement. À l'Université Laval, selon un sondage maison réalisé par Impact Campus à la première semaine d'octobre, 60,2% des étudiants étaient contre la hausse annoncée des droits de scolarité.

Les indignés :

Qu'ils soient new yorkais, montréalais, québécois ou rimouskois, les indignés ont pris d'assaut les places publiques à travers l'Amérique du Nord. Dans la Capitale-Nationale, le campement, qui s'est attiré bon nombre de critiques dans les fameuses « trash radios », a tenu près de deux mois avant que la Ville de Québec ne décide de démanteler les installations, jugées non sécuritaires. À Montréal, le maire Gérald Tremblay a fait la manchette jusqu'en Europe, louangé pour sa gestion du camp au Square Victoria, dont le démantèlement s'est fait dans le calme et le respect à la fin novembre.

La plus belle défaite de son histoire :

Bien que douloureuse pour les joueurs et les partisans, la défaite en finale de la Coupe Vanier le 25 novembre 2011 à Vancouver qu'a subi le Rouge et Or football restera gravée dans nos mémoires. Tirant de l'arrière 23-0 après une demie face aux surprenants Marauders de l'Université McMaster en Ontario, la troupe de Glen Constantin, alimentée par l'énergie du désespoir, s'est relevée de brillante façon comblant le déficit de 23 points, menant même par un point à un certain moment. Il aura fallu deux prolongations pour déterminer un vainqueur. Bien que le dénouement ne soit pas celui escompté par les Lavallois, nous avons de quoi être très fiers de nos représentants, encore une fois.

La vague orange sur le campus :

Aux élections fédérales du 2 mai 2011, la circonscription Louis-Hébert, dans laquelle l'Université Laval se trouve, est remportée par un représentant du Nouveau Parti Démocratique, Denis Blanchette. Après trois tentatives, M. Blanchette est finalement élu, au détriment du député bloquiste sortant Pascal-Pierre Paillé. Il va s'en dire que la surprise était complète. Sur le campus, selon des sondages réalisés par le journal l'Exemplaire en début et milieu de campagne, les étudiants prévoient voter à 34% pour le Bloc Québécois, 11 points devant le NPD, à 23%. Deux semaines après le premier sondage, l'avance du Bloc avait considérablement fondue, passant d'un appui

de 37%, seulement 6 points devant le NPD, à 31%. Les deux dernières semaines auront été fatales au Bloc, Jack Layton ayant connu une fin de campagne et un débat des chefs à la hauteur de ses convictions politiques. Il tirera sa révérence au mois d'août, le Canada perdant un homme et une personnalité qui manque cruellement à la scène politique depuis cette tragique disparition.

10 janvier 2012

Recommandations des universités québécoises dans le cadre des consultations prébudgétaires 2012-2013

Communiqué de presse

MONTRÉAL, le 10 janv. 2012 /CNW Telbec/ - Dans le cadre des consultations prébudgétaires menées par le ministre des Finances du gouvernement du Québec, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a déposé un mémoire comprenant trois recommandations : maintenir le cap sur le refinancement des universités, accroître les ressources pour attirer les étudiants étrangers et assurer le financement de l'équité salariale dans les universités.

Refinancement des universités

« L'éducation est une condition essentielle à la prospérité de la société. Collectivement et individuellement, nous avons la responsabilité de faire en sorte que chaque jeune développe son plein potentiel et puisse bénéficier d'une formation de qualité répondant aux plus hautes normes internationales. C'est pourquoi il est nécessaire que le gouvernement maintienne le cap et procède à la mise en œuvre de son plan de financement des universités. Du même souffle, il doit aussi demeurer vigilant et, en collaboration avec les universités, suivre de près l'évolution des taux de participation à l'enseignement universitaire. De cette manière, il sera en mesure de s'assurer que l'accessibilité soit maintenue, notamment en ajustant, au besoin, les mesures de bonification de l'aide financière aux études », a déclaré le président du Conseil de la CREPUQ, monsieur Denis Brière, recteur de l'Université Laval.

Attirer les étudiants étrangers

« La CREPUQ et les universités sont prêtes à intensifier leurs efforts pour contribuer aux objectifs gouvernementaux en ce qui concerne le recrutement, l'accueil et l'intégration des étudiants étrangers. Par ailleurs, le gouvernement du Québec doit s'engager fermement et démontrer concrètement sa volonté de travailler de façon concertée avec les universités québécoises en les soutenant dans leurs efforts de promotion de l'offre éducative, de recrutement et d'intégration des étudiants étrangers. À cette fin, le prochain budget devrait prévoir une enveloppe récurrente significative destinée aux efforts institutionnels et collectifs des universités en ce domaine », a poursuivi le président du Conseil de la CREPUQ.

Financement de l'équité salariale

« Grâce aux efforts qu'elles ont déployés au cours des dernières années, l'équité salariale est maintenant assurée dans les établissements universitaires québécois. Pourtant, dans l'ensemble du secteur public et parapublic, seules les universités n'ont toujours pas été compensées financièrement pour leurs actions en cette matière. Cette situation a des conséquences immédiates sur la situation financière des établissements universitaires et sur leurs choix budgétaires. Quinze ans après l'entrée en vigueur de la Loi, il est temps de régler définitivement la question du financement de l'équité salariale au sein du système universitaire québécois. C'est pourquoi le prochain budget devrait prévoir les ressources financières nécessaires afin que les universités soient justement compensées à l'égard du dossier de l'équité salariale », a pour sa part ajouté le président-directeur général de la CREPUQ, monsieur Daniel Zizian.

Le mémoire présenté au ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires 2012 est disponible sur le site Internet de la CREPUQ à l'adresse : http://www.crepug.qc.ca/spip.php?article1353&lang=fr&var_mode=calcul

La CREPUQ regroupe les 18 établissements universitaires du Québec. Elle agit comme porte-parole auprès du gouvernement et des milieux intéressés par l'enseignement et la recherche universitaires. Elle est également un outil de coordination et de concertation entre les universités, un centre de recherche au service des administrations universitaires, un agent coordonnateur de services communs, ainsi qu'un centre de ressourcement et de réflexion pour ses membres.

Renseignements :

Chantal Pouliot, directrice des communications
Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
514-288-8524, poste 244
cpouliot@crepuq.qc.ca
www.crepuq.qc.ca

10 janvier 2012

Nouvel entraîneur-chef des Élans de Garneau (football division 1)

Communiqués

Les Élans du Collège François-Xavier Garneau sont très heureux de confirmer la nomination de monsieur Jean-François Bergeron à titre d'entraîneur-chef de son club de football Division 1.

Fort de l'obtention du Bol d'Or, le club de football des Élans a dû apporter des changements à son personnel d'entraîneurs à la suite du départ de monsieur Patrick Boies, qui se joint au programme de football universitaire des Redmen de McGill.

La nomination de monsieur Bergeron se veut une continuité dans la tradition et la poursuite d'excellence du programme de football des Élans à Garneau. Cet entraîneur de 35 ans fait partie du personnel d'entraîneurs depuis douze ans, dont les cinq dernières années à titre de coordonnateur des unités spéciales et assistant au recrutement. Bien connu dans la région, il a commencé sa carrière comme joueur au secondaire au sein du programme de l'école St-Jean-Eudes pour ensuite jouer pour le Petit Séminaire de Québec au niveau collégial.

Son expérience des douze dernières années dans le programme des Élans, ses quatre années avec Équipe Québec, sa participation à plusieurs cliniques de la NCAA et son rôle très actif auprès de notre entraîneur-chef font en sorte qu'il s'avérait le candidat idéal pour occuper le poste clé du club de football Division 1 du collège François-Xavier-Garneau.

Monsieur Bergeron pourra compter à nouveau sur son fidèle partenaire Francis Boivin à titre de coordonnateur défensif. Ce très solide duo pourra également profiter de l'expertise d'un nouveau coordonnateur offensif en la personne de Nicolas Grenier. Ce dernier a occupé le même poste à Lévis-Lauzon au cours des trois dernières années

après avoir été impliqué durant plusieurs années au sein des programmes de la Polyvalente Benoît-Vachon et du Cégep Beauce-Appalaches.

La plupart des entraîneurs faisant partie du personnel des Élans lors de la conquête du Bol d'Or en novembre dernier seront de retour pour la défense du titre. Monsieur Bergeron et le service des sports du collège François-Xavier-Garneau annonceront sous peu la liste complète du personnel d'entraîneurs du club de football.

Source : Éric Lavigne
Coordonnateur des sports
Collège François-Xavier-Garneau
418 931 4548

Information : Jean-François Bergeron
Entraîneur-chef club de football
Division 1418 570 5260

6 janvier 2011

Les étudiants cégépiens saluent la diminution de 30% des frais de scolarité ontarien

Communiqué de presse

SHERBROOKE, QC, le 6 janv. 2012 /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) salue l'entrée en vigueur du rabais de 30% des droits de scolarité en Ontario. Cette diminution est applicable aux familles qui gagnent un revenu brut de 160 000 \$ et moins. « Pendant que le gouvernement québécois veut augmenter les frais de scolarité de 1625 \$, celui de l'Ontario les diminue. Le Parti Libéral du Québec doit s'ouvrir les yeux et se rendre compte que de hauts frais de scolarité diminuent l'accessibilité aux études », dénonce Léo Bureau Blouin, président de la FECQ.

La FECQ rappelle qu'au Québec, le dernier budget prévoit hausser les frais de scolarité de 1625\$ sur 5 ans à partir de 2012. Une mesure que les cégépiens qualifient de régressive et d'injustifiable. Ils ont d'ailleurs démontré dans une note économique que cette hausse entraînerait pour l'État des pertes fiscales de 1,1 à 2,4 milliards de dollars via une diminution de 4 000 à 9 000 étudiants sur les bancs d'école universitaires.

Pour préparer la stratégie en vue de la session d'hiver, les représentants étudiants seront réunis en congrès dans la fin de semaine du 20 janvier à Québec. « La grogne

étudiante ne va qu'en s'amplifiant. Nous serons au rendez-vous cet hiver et le gouvernement devra changer de cap », conclut M. Bureau-Blouin.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Depuis 21 ans, elle défend et promeut les droits et intérêts des étudiants des cégeps.

Renseignements :

Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et aux communications, FECQ, cell. 514 554-0576, courriel : crc@fecq.org, twitter @charlottewats

5 janvier 2012

France: main tendue aux étudiants étrangers

Marc Thibodeau, La Presse

(Paris) Le gouvernement français, qui ne manque normalement pas une occasion de souligner sa volonté de restreindre l'immigration au pays, a lâché un peu de lest hier en révisant la portée d'une circulaire pénalisant les étudiants étrangers.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Laurent Wauquiez, a expliqué en entrevue radiophonique que des instructions précises seraient acheminées prochainement aux préfets pour éviter de nouveaux «malentendus».

La circulaire émise l'année dernière pour réguler l'immigration professionnelle demandait notamment aux hauts fonctionnaires de traiter «avec rigueur» les demandes d'autorisation de travail présentées par les étudiants étrangers en voie d'achever leur formation.

Un collectif s'était formé au cours des derniers mois pour dénoncer la mesure, qui a forcé des centaines d'étudiants étrangers ayant reçu des offres d'emploi dans le pays à plier bagage. Des ressortissants québécois ont notamment été touchés.

Plusieurs dirigeants du milieu universitaire et du monde professionnel français ont critiqué son impact. Le Parti socialiste avait aussi fustigé le gouvernement à ce sujet au cours des dernières semaines en relevant que la circulaire «pénalisait fortement» étudiants et entreprises.

Le gouvernement affirme aujourd'hui qu'il veut garantir que la «nécessaire maîtrise de l'immigration professionnelle» ne se fera pas «au détriment de l'attractivité du système d'enseignement supérieur, ni des besoins de certaines de nos entreprises en compétences spécifiques de haut niveau». Le ministre Wauquiez a prévenu que les nouvelles instructions ne profiteraient à ce titre qu'aux étudiants à «haut potentiel». Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui est responsable de la politique d'immigration, a rencontré hier après-midi les représentants des universités et des grandes écoles du pays pour détailler la révision envisagée.

L'organisation France terre d'asile, qui réclamait l'annulation pure et simple de la circulaire, critique la valse-hésitation du gouvernement par rapport aux étudiants étrangers. Au dire de son directeur général, Pierre Henry, le président Nicolas Sarkozy et son entourage se trouvent piégés entre la nécessité de protéger la compétitivité des universités et des entreprises du pays et la «course poursuite» menée avec le Front national pour séduire l'électorat d'extrême droite en prévision du scrutin présidentiel d'avril.

Accès à la nationalité

En plus de resserrer les règles en matière d'immigration professionnelle, le ministre de l'Intérieur multiplie depuis un an les mesures compliquant l'accès à la nationalité française tout en intensifiant la lutte contre l'immigration illégale. Claude Guéant, qui se défend de calquer son discours sur celui du Front national, affirme que ces actions sont nécessaires pour tenir compte du fait que le modèle d'intégration français est dans l'impasse.

Il a notamment relevé l'année dernière, en introduisant la circulaire, que le taux de chômage chez les ressortissants non européens vivant en France est largement supérieur au taux national et justifiait un tour de vis permettant de faire chuter «dans un premier temps» le nombre de nouveaux arrivants à 180 000 personnes par année. Le pays en a accueilli près de 190 000 en 2010.

Pierre Henry affirme que l'existence de quartiers défavorisés à forte concentration d'immigrants ne doit pas faire oublier que le système d'intégration français «continue de fonctionner».

«Il ne faut pas prendre la partie pour le tout», prévient-il.

28 décembre 2011

La Biblairie GGC perd le contrat du Cégep

GHISLAIN ALLARD, Le Journal de Sherbrooke

Après une association longue de plusieurs années, la Biblairie GGC a perdu le contrat avec le Cégep de Sherbrooke. L'institution d'enseignement fera maintenant affaires avec une coopérative.

Ainsi, le Groupe Biblairie GGC quittera sous peu les locaux du Cégep de Sherbrooke. La toute première succursale du groupe, l'endroit même où toute cette aventure entrepreneuriale a vu le jour, fermera définitivement ses portes en juin 2012.

« Cette année, la haute Direction du Cégep de Sherbrooke a pris la décision de ne pas aller en appel d'offre, une procédure triennale pourtant obligatoire, afin de confier, de gré-à-gré et de façon privée, l'opération de la librairie collégiale à une coopérative formée de cadres, d'enseignants et d'étudiants du Cégep », mentionne la direction de la Biblairie.

La Biblairie GGC avait remporté, depuis les 34 dernières années, chacun des appels d'offre lancé par le Cégep.

Quoi qu'il en soit, à l'aube de célébrer son 35e anniversaire, le Groupe Biblairie GGC, qui embauche aujourd'hui plus de 80 employés, dont une trentaine d'étudiants du Cégep de Sherbrooke, offrira les services habituels requis pour une dernière rentrée collégiale en janvier 2012.

« Depuis les 34 dernières années, la Biblairie GGC a multiplié les actions afin d'assurer à la communauté étudiante et enseignante du Cégep de Sherbrooke, un service agréé de librairie collégiale sur le campus. La participation à la fondation du Cégep de Sherbrooke, le versement au Cégep d'un loyer et de redevances annuelles de 130 000

\$ de même que la publication d'ouvrages rédigés par des enseignants du Cégep par les Éditions GGC témoignent de l'implication soutenue de la Librairie GGC auprès de la communauté collégiale, et ce, depuis 34 ans », insiste la direction de la librairie.

La Librairie GGC affirme qu'elle continuera d'offrir tous les services à la communauté collégiale de Sherbrooke. La direction a pris la décision de maintenir le service complet et spécialisé de librairie collégiale à partir de sa succursale de la rue King Ouest. « Ainsi, la clientèle étudiante et enseignante du Cégep pourra encore profiter de l'expertise de libraires d'expérience que l'entreprise conservera au sein de son équipe, afin de répondre à cette clientèle spécifique », affirme-t-on.

Rappelons qu'en 1977, Gérald Guy Caza, alors enseignant au Cégep de Sherbrooke, avait ouvert avec son épouse, Diane Corriveau-Caza, avec des membres de sa famille et avec d'autres enseignants, sa toute première librairie afin de répondre aux besoins du Cégep en matière de manuels scolaires. Cette démarche venait assurer un service de librairie collégiale, alors inexistant à l'époque.

22 décembre 2011

Chili

Marches étudiantes essouffées après huit mois de mobilisation

Agence France-Presse

SANTIAGO - Un peu plus d'un millier d'étudiants et lycéens ont manifesté jeudi à Santiago, lors de deux marches, l'une émaillée de heurts, marquant un essoufflement du mouvement après huit mois de mobilisation, aux résultats mitigés, pour une réforme de l'éducation.

La police a employé canons à eau et gaz lacrymogènes dans la matinée pour disperser un millier d'étudiants sur la Place Italia au centre-ville, pour une manifestation qui n'avait pas reçu l'aval des autorités. La police a procédé à une dizaine d'arrestations.

Dans l'après-midi, une seconde marche, à l'appel de la grande confédération étudiante FECH, a rassemblé quelques centaines de jeunes, sans incidents.

Les rassemblements étaient bien loin des grandes manifestations, réunissant jusqu'à 100 000 personnes, qui ont marqué depuis huit mois la plus forte mobilisation étudiante au Chili depuis le retour de la démocratie en 1990.

Les étudiants réclamaient la réforme profonde d'un système éducatif à deux vitesses, et notamment un réinvestissement fort de l'État dans l'enseignement public, délaissé depuis les réformes libérales sous la dictature (1973-1990).

Au final, le mouvement a influencé une hausse de 10% du budget éducation pour 2012, supérieur au projet initial, et à la croissance 2012 prévue (4%). Ils ont aussi obtenu un projet de réforme pour «dé-municipaliser» collèges et lycées publics, délégués aux municipalités dans les années 80, et qui devraient repasser graduellement dans le giron de l'État central.

Mais ces acquis sont loin du «changement de paradigme» réclamé par les étudiants. La FECH a affirmé que «le mouvement continuera l'an prochain» sur des modalités restant à définir. Symboliquement mercredi, quelques dizaines d'étudiants ont quitté le siège de l'Université du Chili et du prestigieux collège Institut national, parmi les derniers établissements encore «occupés» depuis plusieurs mois.

21 décembre 2011

Ottawa annule les intérêts sur les prêts pour les étudiants à temps partiel

La Presse Canadienne

Les gens qui fréquentent le cégep ou l'université à temps partiel n'auront plus à payer les intérêts sur leurs prêts étudiants pendant leurs études, a annoncé mercredi le gouvernement conservateur.

À partir du 1er janvier, les intérêts sur les prêts des étudiants à temps partiel seront annulés tant que ces derniers resteront à l'école.

La mesure faisait partie des promesses électorales du Parti conservateur lors des élections de mai dernier.

Kellie Leitch, la secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines, a déclaré que cette décision permettrait aux étudiants concernés d'économiser en moyenne 350 \$ par année.

Mme Leitch a précisé que cela donnerait un peu de répit aux Canadiens qui prennent des cours tout en travaillant ou en élevant une famille.

Présentement, les étudiants à temps partiel paient un taux d'intérêt préférentiel plus 2,5 pour cent sur leurs prêts pendant qu'ils sont à l'école, les paiements complets ne commençant qu'une fois les études terminées.

21 décembre 2011

Le prix du savoir

Des soucis et des hommes

Camil Bouchard, Québec science

Nous vivons dans une économie du savoir qui repose sur les connaissances, la recherche de pointe, l'innovation technologique et sociale. Dans ce contexte, il serait logique de faciliter l'accès aux études supérieures. Lors de son discours du budget 2010-2011, le ministre des Finances ne se montrait pourtant pas très ambitieux à cet égard. Il se contentait de vouloir maintenir le taux actuel de fréquentation plutôt que de le hausser. L'augmentation des frais de scolarité annonce plutôt un frein à cet accès pour des milliers de candi-dats. Le gouvernement a beau affirmer que 35% de ces hausses seront réinvesties dans l'ajustement du montant des prêts et bourses pour ceux et celles qui en reçoivent déjà (faudra voir...), il n'en demeure pas moins que 40% des étudiants ne bénéficient pas de ces aides. Parmi eux, ce sont les jeunes des classes moyennes aux revenus plus modestes, et surtout ceux dont les parents n'ont fréquenté ni le collège ni l'université (ils sont plus nombreux au Québec que partout ailleurs au Canada), que les augmentations menacent. C'est une question d'argent, mais aussi de familiarité culturelle.

Actuellement, le taux de fréquentation des études supérieures par les jeunes de 16 à 24 ans est de 43,5% au Québec. Nous nous situons ainsi dans la bonne moyenne canadienne. Sauf qu'avec cette augmentation brutale, l'amélioration de ce taux est désormais inimaginable. Tout comme il est impossible de croire que cette spectaculaire flambée des frais pourrait contribuer à la persévérance scolaire ou, si on veut, à contrer le décrochage. En fait, c'est plutôt l'inverse qui risque de se produire, comme en témoignent des données de recherche probantes. Les étudiants travailleront plus pour payer leurs études et ils négligeront en plus grand nombre leur principal boulot, étudier. Selon Statistique Canada, le taux d'abandon des études universitaires était de 16% au Canada, en 2005: 25% en Alberta, par exemple, mais seulement 11% au Québec où l'on pouvait s'enorgueillir d'afficher le taux le plus bas au pays.

Alors, quel est l'objectif du gouvernement? S'aligner sur le taux de décrochage canadien ou albertain? Lorsqu'un étudiant décroche, c'est environ 30 000 \$ qui sont jetés par la fenêtre (c'est ce que coûte annuellement aux contribuables une année d'études universitaires). Sans compter le fait que chaque non-diplômé – parce qu'il a un salaire moindre – rapporte moins en impôts une fois arrivé sur le marché du travail. Y a-t-il quelqu'un qui sache se servir d'une calculatrice, d'une calculette, d'un boulier, au ministère des Finances?

Autre argument avancé par le gouvernement: l'équité. Comme les diplômés universitaires vont gagner beaucoup plus d'argent dans leur vie professionnelle, avance-t-il, il est juste qu'ils déboursent davantage pour leurs études. Mais, depuis belle lurette, l'État québécois a recours à une stratégie d'équité éprouvée qui s'appelle l'impôt progressif sur le revenu. Plus le revenu est élevé, plus le taux d'imposition augmente. C'est comme ça que les diplômés des universités paient leur dû à la société.

Évidemment, pour un gouvernement qui affirme que les contribuables québécois sont écrasés par les impôts et les taxes, et qui a annoncé des baisses d'impôts de 1 milliard de dollars lors de sa campagne électorale de 2007, ce n'est pas le genre de stratégie privilégiée. Le principe de l'utilisateur-payeur est plus facile à vendre que la solidarité et l'équité envers les étudiants de familles à revenus modestes. Si on avait plutôt investi la moitié de cette baisse d'impôts dans les universités, le sous-financement tant décrié par

les recteurs n'existerait pas, et les hausses des frais de scolarité ne seraient pas nécessaires.

Cette crise autour des droits de scolarité est aussi révélatrice, selon l'ex-recteur de l'université Bishop's, M. Robert Poupart, d'un financement inapproprié. «Nos universités sont financées selon le volume d'inscriptions, dit-il. En augmentant le montant que chaque étudiant injecte dans son université, la course aux inscriptions s'amplifie, avec les conséquences que nous connaissons déjà: multiplication des campus des universités régionales dans les grands centres urbains, multiplication des satellites des grandes universités métropolitaines en dehors de leur territoire et souvent à proximité de leurs concurrentes, multiplication des programmes courts ou non contingentés qui ne mènent nulle part.» La Conférence des recteurs pourrait peut-être se pencher sur ce problème du mode de financement, plutôt que de s'associer fébrilement à un relèvement brutal des droits de scolarité.

20 décembre 2011

Frais de scolarité

Des cantiques pour la ministre de l'Éducation

Charles Lecavalier, Agence QMI

MONTRÉAL – Des étudiants ont entonné quelques cantiques irrévérencieux devant la résidence du nord de Montréal de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, mardi matin, pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

Une vingtaine d'entre eux chantaient avec entrain «Joli sapin, qu'on s'fait passer, moi j'aimerais payer mon loyer», et «Vive le gel, vive le gel, on le veut maintenant, boule de neige, de l'endettement, et bonne année Beauchamp».

Les «choristes» ont aussi déposé sur le pas de la porte de Mme Beauchamp un bas de Noël rempli de lettres de cégépiens qui craignent de ne pas pouvoir accéder à l'université.

«L'idée de chanter des cantiques de Noël, c'est d'encourager tous les étudiants à parler de cette hausse à leurs familles durant le temps des fêtes. C'est le moment parfait, lorsque toutes les générations sont assises à la même table, pour discuter de cet

enjeu», a plaidé Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Il a soutenu que le gouvernement, en agissant de la sorte, laisse tomber les familles du Québec, qui n'ont pas toutes de l'argent de côté pour financer les études de leurs enfants.

Pauvreté étudiante

Moisson Montréal avait révélé en novembre que trois fois plus d'étudiants bénéficiaires du programme d'Aide financière aux études ont eu recours pour la première fois aux banques alimentaires en 2011.

Jeunesse au soleil faisait un constat semblable dimanche dernier, lors du lancement annuel de la campagne de paniers de Noël. «Les étudiants font partie du nouveau visage de la pauvreté», a dit Tommy Kulczyk, directeur des services d'urgence de l'organisation.

Il y aurait maintenant plus de 6600 étudiants montréalais qui doivent recourir à l'aide alimentaire.

Moins d'écart entre riches et pauvres

Mme Beauchamp fait toutefois la sourde oreille lorsqu'on lui rappelle ce triste constat.

Questionnée au sujet de la problématique de la pauvreté étudiante, Line Beauchamp a dit que le gouvernement fait déjà sa part. «Nous avons bonifié l'Aide financière aux études pour les familles monoparentales, ce qui a eu beaucoup d'impacts sur les familles à faible revenu», a-t-elle affirmé lundi à Montréal.

«Tout indique qu'au Québec, l'écart de revenu entre les riches et les pauvres diminue», a-t-elle ajouté.

Selon la ministre de l'Éducation, la hausse des droits de scolarité n'aura aucun impact sur les étudiants les plus pauvres, puisque le régime de l'Aide financière aux études sera bonifié.

19 décembre 2011

Un étudiant lauréat Le Soleil-Radio-Canada

Communiqués

Un étudiant en Sciences humaines à Garneau, le patineur de vitesse longue piste Laurent Dubreuil (membre de l'Alliance Sport-études), a connu une saison exceptionnelle. Il a reçu pour une 2e année consécutive le prix Victoris de l'athlète individuel masculin au niveau national. Il est le lauréat Le Soleil-Radio-Canada cette semaine.

Félicitations Laurent et longue vie à ton talent et à ta passion!